

ACTION URGENTE

UN PHOTOJOURNALISTE ARRÊTÉ ET TORTURÉ

Ahmad Fardan, photojournaliste bahreïnite, a été arrêté le 26 décembre 2013 à son domicile. Le 1^{er} janvier, il a été déféré au parquet, qui a ordonné son placement en détention pendant 45 jours pour « intention de participer à des rassemblements ». Cet homme a été torturé durant son interrogatoire.

Ahmad Fardan, photographe pour les agences Nur Photo, Demotix et Sipa, a été arrêté le 26 décembre à 2 h 30 du matin lors d'une descente effectuée à son domicile dans le village d'Abu Saibah, à l'ouest de Manama, la capitale. Les agents qui ont procédé à son arrestation étaient en civil et n'ont pas produit de mandat ; ils ont saisi son ordinateur et ses appareils photographiques. Ahmad Fardan a été détenu au secret à la Direction des enquêtes criminelles, à Manama. Lors de son interrogatoire, il a été battu jusqu'à perdre connaissance. Il a été emmené au complexe médical de Salmaniya, où des radiographies ont révélé qu'il avait deux côtes cassées. Le lendemain, il a été transféré à l'infirmerie de la prison d'Al Qala, où il a séjourné jusqu'au 31 décembre. Pendant cette période, il a été autorisé à téléphoner à sa famille deux fois pour la rassurer ; les appels ont duré 10 secondes chacun.

Le 1^{er} janvier, Ahmad Fardan a comparu sans son avocat devant le parquet, qui a ordonné son placement en détention pendant 45 jours aux fins de l'enquête pour « intention de participer à des rassemblements ». Il a ensuite été transféré à la prison de Dry Dock, à Manama, où sa famille lui a rendu visite pour la première fois le 5 janvier.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à relâcher Ahmad Fardan immédiatement et sans condition s'il est détenu uniquement pour avoir exercé de façon pacifique son droit à la liberté d'expression ;
- demandez-leur de diligenter une enquête indépendante et impartiale sur les allégations de torture et de traduire les responsables présumés en justice ;
- exhortez-les à protéger les droits aux libertés d'expression, d'association et de réunion, notamment celui de chercher, recevoir et communiquer des informations, conformément aux obligations internationales de Bahreïn en matière de droits humains.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 FÉVRIER 2014 À :

Roi de Bahreïn

Shaikh Hamad bin 'Issa Al Khalifa
Office of His Majesty the King
P.O. Box 555
Rifa'a Palace, al-Manama, Bahreïn
Fax : +973 1766 4587 (veuillez insister)
Formule d'appel : Your Majesty, I Sire,
(Votre Majesté, dans le corps du texte
)

Ministre de l'Intérieur

Shaikh Rashid bin 'Abdullah Al Khalifa
Ministry of Interior
P.O. Box 13, al-Manama, Bahreïn
Fax : +973 1723 2661
Twitter : @moi_Bahrain
Formule d'appel : Your Excellency, I
Monsieur le Ministre,

Copies à :

Ministre de la Justice et des Affaires islamiques
Shaikh Khalid bin Ali bin Abdullah Al Khalifa
Ministry of Justice and Islamic Affairs
P.O. Box 450, al Manama, Bahreïn
Fax : +973 1753 1284
Courriel : minister@justice.gov.bh
Twitter : @Khaled_Bin_Ali

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Bahreïn dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

UN PHOTOJOURNALISTE ARRÊTÉ ET TORTURÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Ahmad Fardan a réalisé des reportages photographiques sur les manifestations à Bahreïn. En 2013, il a remporté le concours photographique annuel de Freedom House, qui a vocation à mettre en lumière des images illustrant la répression et la liberté. Freedom House est une organisation non gouvernementale américaine qui mène des recherches et des activités de plaidoyer dans les domaines de la démocratie, de la liberté politique et des droits humains.

La Commission d'enquête indépendante de Bahreïn (BICI), établie par décret royal du 29 juin 2011, a été chargée d'enquêter sur les violations des droits humains ayant un lien avec les manifestations de 2011 et de les signaler. Lors de la publication du rapport de cette Commission, en novembre 2011, le gouvernement bahreïnite s'est engagé publiquement à mettre en œuvre les recommandations qui y étaient formulées. Ce document revenait sur l'attitude des autorités face aux mouvements de protestation de grande ampleur et évoquait un grand nombre d'atteintes aux droits humains. Entre autres recommandations essentielles, le rapport demandait aux autorités d'amener les responsables présumés de violations des droits humains – notamment des actes de torture et le recours à une force excessive – à rendre des comptes, et de mener des enquêtes indépendantes sur les allégations de torture.

Néanmoins, deux ans plus tard, le gouvernement n'a pas appliqué les recommandations principales du rapport. Les prisonniers d'opinion, dont plusieurs ont été appréhendés pendant les manifestations, demeurent derrière les barreaux et les autorités continuent de réprimer les droits aux libertés d'expression, d'association et de réunion. D'autres personnes ont été incarcérées simplement pour avoir osé exprimer leurs opinions sur Twitter ou lors de défilés pacifiques. Les tribunaux bahreïnites semblent plus soucieux de suivre la ligne gouvernementale que de proposer des recours efficaces à la population et de faire respecter l'état de droit.

La création de la Commission et le rapport de cet organe étaient considérés comme une initiative sans précédent, mais le gouvernement a anéanti tout espoir de réformes significatives en refusant de mettre en œuvre des recommandations essentielles en matière d'obligation de rendre des comptes, notamment en omettant de lancer des investigations indépendantes, efficaces et transparentes sur les allégations de torture et d'autres mauvais traitements et de recours excessif à la force, et de poursuivre en justice toutes les personnes ayant donné l'ordre de commettre des atteintes aux droits humains. Pour plus d'informations, voir *Bahrain: Reform shelved, repression unleashed* (<http://amnesty.org/fr/library/info/MDE11/062/2012/fr>).

Le parlement bahreïnite s'est réuni en session extraordinaire le 28 juillet 2013 et a ensuite soumis 22 recommandations au Cheikh Hamad Bin Issa Al Khalifa, le roi de Bahreïn, conseillant le durcissement des sanctions prévues par la Loi antiterroriste de 2006. Quelques jours plus tard, le roi a émis plusieurs décrets restreignant davantage la liberté d'expression, notamment en interdisant pour une durée indéterminée toute manifestation, tout sit-in et tout rassemblement public à Manama et en accordant aux forces de sécurité de nouveaux pouvoirs très étendus.

Le 9 septembre 2013, 47 États ont signé une déclaration commune devant le Comité des droits de l'homme (Nations unies), dans laquelle ils exprimaient leurs inquiétudes quant aux atteintes aux droits humains qui perdurent à Bahreïn.

Nom : Ahmad Fardan
Homme

AU 3/14, MDE 11/002/2014, 7 janvier 2014